

21 avril 2020

## Le Premier Mai dans les conditions de pandémie

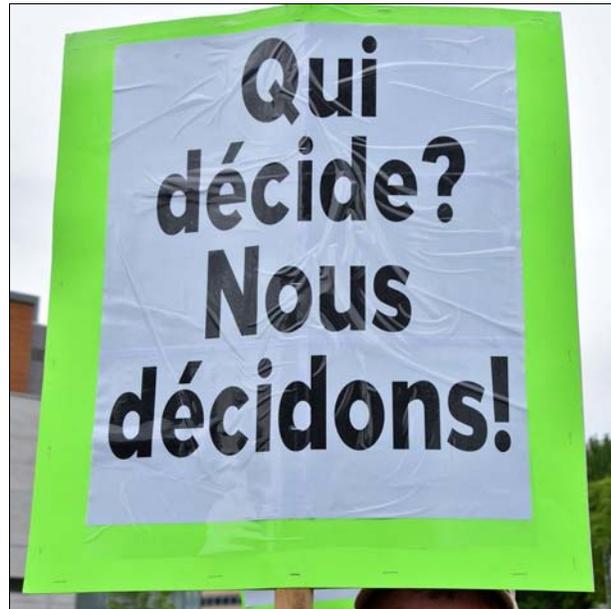


À l'occasion du Premier Mai 2020 dans des conditions d'une pandémie mondiale, le Centre ouvrier du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) organise une série de vidéoconférences avec des travailleurs représentant différents secteurs de l'économie pour échanger les opinions sur des sujets de préoccupation. Tous ceux qui souhaitent y participer auront la possibilité de s'inscrire à l'avance et de nous dire dans quel secteur de l'économie ils travaillent ou ont travaillé.

Le Centre ouvrier du PCC(M-L) publie *Forum ouvrier* en tant que supplément du journal du Parti, *Le Marxiste-Léniniste*. *Forum ouvrier* présente les points de vue et les rapports des travailleurs sur la façon d'affronter la pandémie et sur leurs luttes pour les conditions de travail dont ils ont besoin pour apporter leur contribution au bien-être de la population dans son ensemble.

Une des caractéristiques de cette pandémie est que les travailleurs s'expriment en leur propre nom et assument la responsabilité sociale en ces temps difficiles. La concentration du processus décisionnel entre les mains d'un groupe de plus en plus restreint de personnes a créé une situation catastrophique à plusieurs endroits qui rend la gestion de crises telles que la pandémie de COVID-19 beaucoup plus difficile. Les travailleurs se battent pour établir une autre façon de faire en opposition à cette concentration du pouvoir.

L'anxiété et la souffrance augmentent quand le processus décisionnel n'est pas entre les mains de ceux qui sont affectés par les décisions prises. Ces décisions venues d'en haut parviennent aux travailleurs comme une série d'annonces et d'ordres qui, la plupart du temps, ne tiennent pas compte de la réalité sur le terrain. Que les décisions soient annoncées par le premier ministre, le ministre des Finances ou d'autres ministres du Cabinet ou que les ordres proviennent directement des propriétaires privés ou des « hauts dirigeants » d'entreprises économiques, il n'y a jamais de discussion sur qui ces ordres et décisions servent et personne ne conteste l'absence du point de vue des travailleurs et de ce qu'ils proposent comme solution.

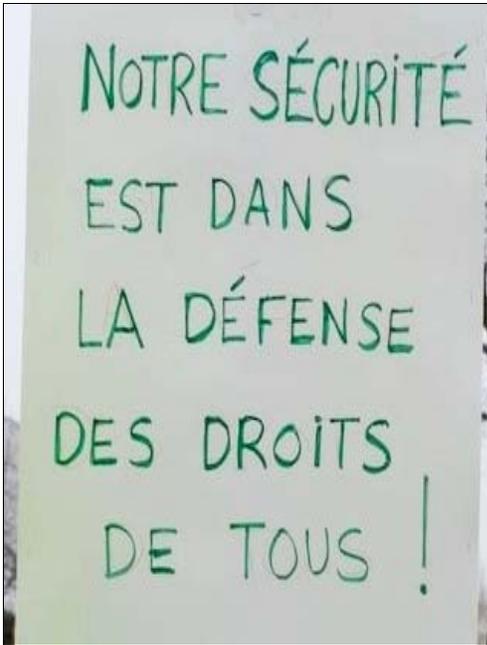


On nous répète que « nous sommes tous dans le même bateau » et que « nous prenons soin les uns des autres à la manière canadienne ». Mais en réalité les travailleurs ne sont pas traités avec le respect qu'ils méritent et on ne leur donne pas la position d'honneur et de leadership qu'il faut pour affronter la situation. Au contraire, l'élite dirigeante considère les travailleurs comme remplaçables, une espèce de chair à canon dans ce qu'elle appelle une guerre contre ce nouvel ennemi, dans laquelle nous serions tous du même côté et sous son strict commandement et où nos voix ne sont ni entendues ni écoutées. Or, par leur lutte continue pour les salaires et les conditions de travail dont ils ont besoin, les travailleurs se battent pour ne pas devenir les nouvelles victimes de la négligence de ceux qui gouvernent. Dans ce sens, ils ne souffrent pas de l'illusion que « nous sommes tous dans le même bateau », mais cette perspicacité ne suffit pas.

Maintenant que les gouvernements parlent de redémarrer l'économie, les travailleurs doivent intensifier leurs luttes et s'exprimer encore plus énergiquement pour dire aux gouvernements et aux propriétaires d'entreprises privées quels sont les salaires et les conditions de travail dont ils ont besoin pour faire leur travail. Déjà au Québec, les chantiers de construction résidentielle ont rouvert sans les mesures de protection demandées par les travailleurs, y compris des choses élémentaires comme le savon, l'eau courante et des dispositions pour le respect de la distanciation physique. Tous les autres chantiers de construction s'appêtent à rouvrir également. Le premier ministre du Québec a d'abord annoncé la réouverture des écoles le 4 mai, a ensuite changé d'idée et dit que la réouverture se fera à une date ultérieure que son gouvernement décidera, et partout au pays les restrictions sont levées sans l'assurance que des mesures adéquates sont mises en place pour protéger les travailleurs et la population.

Les annonces venues d'en haut d'une autorité exaltée et les appels au déploiement des forces policières pour pénaliser impunément les contrevenants ne sont pas une solution. Le moment est maintenant venu d'échanger les opinions sur les conditions d'un retour au travail dans le respect de la santé et de la sécurité des travailleurs et de la population. Il ne doit pas y avoir de « retour à la normale » où les gouvernements à tous les niveaux se livrent depuis des années à une offensive antisociale brutale. Les conditions déplorables qu'on retrouve dans nos hôpitaux et notre système de santé, dans les résidences pour personnes âgées, les centres pour femmes en situation de vulnérabilité, les centres pour enfants et pour les personnes avec des besoins spéciaux et les centres de ressources pour les autochtones, ainsi que les conditions de travail dans les mines, les usines et les chantiers doivent être rectifiées selon les opinions et les besoins des travailleurs et des autres qui en sont directement affectés. Le diktat d'intérêts privés étroits selon lequel les mesures antisociales seraient nécessaires pour « réduire les coûts » ne passe plus. Pour se redresser et sortir de la

pandémie et non pas s'enligner vers un « retour à la normale », la société a besoin d'une autre façon de faire, elle a besoin d'écouter les travailleurs dans les usines, dans les mines et les moulins, les transports et les communications, dans l'industrie agroalimentaire, les petites exploitations agricoles, les pêches, dans les services de santé publics, la vente au détail et les programmes sociaux et tous les aspects de la vie. Non seulement doit-elle écouter les travailleurs aux premières lignes de l'économie, elle doit aussi voir à mettre en pratique ce qu'ils proposent.



Pas besoin d'être un génie pour savoir ce qu'il faut faire avec un problème tel que le coronavirus. Les sociétés modernes savent comment activer le facteur humain/conscience sociale et comment mobiliser et coordonner les forces à l'échelle nationale et mondiale. Le plus gros problème du XXI<sup>e</sup> siècle est qu'à quelques exceptions près, les réclamations que les travailleurs sont en droit de faire à la société sont niées et leurs opinions ne comptent pas. Ceux qui produisent et qui soutiennent les chaînes d'approvisionnement et les systèmes de santé et d'éducation sont systématiquement privés de pouvoir par ceux qui ont usurpé le pouvoir pour le compte d'intérêts privés étroits. Ce sont eux qui font le travail et qui ont l'expérience directe des problèmes, mais on leur refuse tout rôle décisif dans les prises de décision.

La pandémie révèle par-dessus tout, pour quiconque veut voir, qu'avec la remise en marche de l'économie la classe ouvrière et les autres sections de la population ne peuvent pas se permettre de revenir à la situation antérieure. L'élite dirigeante leur dit d'obéir et de se taire - c'est votre job, vous êtes payés pour le faire, pendant qu'elle impose son « retour à la normale ». Les travailleurs doivent dire non et parler en leur propre nom. Cette « normalité » créée avec l'avènement du libre-échange a abandonné les citoyens à leur sort pendant que les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent. Les gouvernements considèrent comme « normale » la situation où la destruction de l'édifice national continue de faire des ravages dans l'environnement social et naturel. Cette « normalité » n'est pas acceptable comme principe en ce XXI<sup>e</sup> siècle. Les travailleurs sont déterminés à devenir eux-mêmes les décideurs pour pouvoir exercer un contrôle sur leur vie au travail et dans la société.

Pour mettre un terme à cette normalité de l'offensive antisociale, les travailleurs doivent continuer de parler en leur nom. Ils doivent informer la population de leurs conditions de travail et briser le silence qui les maintient isolés les uns des autres et marginalisés. Ils doivent faire valoir les réclamations qu'ils sont en droit de faire à l'économie en phase de démarrage et à mesure que sont levées les mesures spéciales ordonnées pour aplanir la courbe de la pandémie. Aujourd'hui et dans un avenir prévisible, les conditions de travail doivent être axées sur le maintien du contrôle de la propagation de la maladie afin que le système de santé et les autres aspects de la vie les plus touchés ne soient pas bouleversés tandis que reprennent les chirurgies électives et différentes autres interventions. La suspension de nombreux services de santé considérés comme non vitaux est devenue source d'anxiété et de souffrances dans la population.

Dans les conditions de la pandémie, il est important de reconnaître que les appels à plus de pouvoirs policiers pour régler les problèmes dans les résidences pour personnes âgées et dans les communautés ne sont qu'une mesure palliative qui expose les conditions désespérées qui existent et l'incompétence de l'élite dirigeante et sa « normalité ». Ce qui est perdu dans cet appel à l'armée, c'est que les travailleurs doivent être organisés et mobilisés pour s'assurer que ces conditions honteuses soient corrigées une fois pour toutes. Les pouvoirs de police sont en place pour garantir que cela ne se produise pas. Ces appels aux forces policières révèlent que l'élite dirigeante est incapable de faire

face aux conditions réelles parce que son autorité empêche les travailleurs de se donner l'autorité nécessaire pour changer les conditions comme ils le doivent et comme ils le décident. Le changement des conditions reste hors de leur portée parce qu'ils sont privés des moyens de mettre à profit leur conscience sociale, leur leadership et leur autorité.

Que ce Premier Mai 2020 qui se tient dans les conditions de la pandémie soit un tournant : les travailleurs n'attendent plus qu'on leur dise quoi faire et vont au contraire dire et affirmer ce qu'il faut faire et vont créer une situation où ils seront en mesure de le garantir. Ils doivent et peuvent agir en tant que force organisée pour revendiquer ce qui leur appartient de droit, des salaires et des conditions de travail correspondant à leurs besoins et aux besoins de la production moderne et décidés par eux. Cela signifie que tous les travailleurs sont traités avec le respect qu'ils méritent et ont droit à un niveau de vie de standard canadien qui leur permette de s'acquitter de leur devoir envers eux-mêmes et envers l'économie et la société.

Les travailleurs doivent également s'organiser politiquement, pas en se fractionnant en fonction des partis politiques dits électoraux. Ces partis électoraux sont en fait des factions rivalisant entre elles pour l'usurpation des rênes du pouvoir et priver les travailleurs de leur droit de décider. S'organiser politiquement, c'est discuter ensemble des problèmes auxquels la société est confrontée et échanger les vues sur ce qui peut et doit être fait. C'est une première étape. Nous vous invitons à participer à l'échange d'opinions et d'informations que le Centre ouvrier du PCC(M-L) organise à l'occasion du Premier Mai dans les conditions de la pandémie. Que cette consultation et cet échange d'opinions deviennent un trait permanent de la vie au Canada.



La consultation et l'échange d'opinions permettent aux travailleurs de définir eux-mêmes leur ordre du jour selon ce qu'ils considèrent comme important. C'est une plateforme pour consulter, écouter et échanger. Ce n'est pas un endroit pour faire campagne pour telle ou telle plateforme de tel ou tel parti, syndicat, gouvernement ou organisme non gouvernemental. Les attaques de nature personnelle ou la diffamation sous quelque forme ne sont pas autorisées. Ceux qui participent à la discussion doivent défendre le droit de chacun de s'exprimer librement. Une fois qu'on a parlé, il faut laisser les autres parler. Les participants sont invités à donner leur propre opinion sur le problème discuté ou sur tout autre problème et non pas à se dire d'accord ou en désaccord avec les vues exprimées par quelqu'un d'autre. Chacun peut lui-même discerner où l'autre se situe par rapport au problème discuté et le calme est nécessaire pour pouvoir tirer des conclusions justifiées.

Célébrons ce Premier Mai dans les conditions de la pandémie avec la ferme volonté de faire place au Nouveau !

Non au retour à la « normalité » de la destruction de l'environnement naturel et social !

Non à la « normalité » de l'offensive antisociale justifiée par l'invocation d'idéaux supérieurs et imposée par les pouvoirs de police !

Remettons en question toutes les décisions que les travailleurs n'ont pas prises eux-mêmes : ensemble défendons les droits de tous !

Tous ceux qui souhaitent participer aux vidéoconsultations sont priés d'en informer le Centre ouvrier en écrivant à [centreouvrier@cpcml.ca](mailto:centreouvrier@cpcml.ca).

# Le slogan de l'Empire

*Votre rôle n'est pas de demander pourquoi. Votre rôle est d'obéir et de mourir.*

Seuls les travailleurs qui sont organisés par leurs actions peuvent en fait protéger la population et garantir que le « retour à la normale » ne sera pas une continuation de la destruction de l'environnement social et naturel. Le cri de ralliement des classes dirigeantes du XIXe siècle *Obéissez et mourez, ne demandez pas pourquoi* n'a pas sa place dans le monde moderne. Cette description du devoir des membres de la société était le slogan de l'Empire et ne peut pas être un principe directeur au XXIe siècle. Le poète anglais lord Alfred Tennyson exprime bien l'essence de ce diktat dans son poème *La charge de la brigade légère* publié en 1854. Il parle des pertes subies par la Brigade légère dans la Bataille de Balaklava durant la guerre de Crimée : 118 hommes tués, 127 blessés et environ 60 faits prisonniers. Lorsqu'ils se regroupent, seuls 195 hommes sont à cheval.

À l'époque, la Grande-Bretagne et la France étaient en guerre contre la Russie et se disputaient le contrôle de la Crimée, comme c'est toujours le cas aujourd'hui. Le poème est considéré à la fois comme un éloge et une plainte du soldat dont le devoir moral était censément de se battre pour la justice. Ce soldat a fait son devoir même s'il savait que les ordres étaient mal fondés.

Le devoir des travailleurs au XXIe siècle est de dire NON ! quand leur dignité est foulée aux pieds et leur vie mise en péril. Ils n'acceptent pas de faire passivement ce qu'on leur dit lorsqu'ils ne sont pas autorisés à participer aux prises de décisions. Le cri de ralliement aujourd'hui doit être : *Demandez pourquoi, participez aux décisions et exécutez-les !*, qu'il s'agisse de la direction de l'économie, des affaires politiques ou des décisions politiques sur tous les fronts qui affectent nos vies.

## La charge de la Brigade Légère

*Lord Alfred Tennyson*

### I

Une demi-lieue, une demi-lieue,  
Une demi-lieue encore,  
Et dans la vallée de la Mort  
Chevauchent les six cents.  
« Brigade Légère, en avant !  
Devant les canons, chargez ! » dit-il.  
Et dans la vallée de la Mort  
Chevauchent les six cents.

### II

« Brigade Légère, en avant ! »  
Y avait-il un homme consterné ?  
Alors que pourtant le soldat savait  
Que quelqu'un s'était trompé.  
Ils n'avaient pas à répondre,  
Ils n'ont pas demandé pourquoi,  
Ils vont obéir... et mourir.  
Et dans la vallée de la Mort  
Chevauchent les six cents.

### III

Des canons à leur droite,  
Des canons à leur gauche,  
Des canons devant eux  
Mitraillant et grondant ;  
Et assaillis de boulets, d'obus,  
Ils chevauchaient hardiment  
Dans les griffes de la Mort,  
Jusqu'aux portes de l'Enfer  
Chevauchaient les six cents.

### IV

Leurs sabres nus étincelaient,  
Étincelaient en tournoyant dans les airs,  
Sabrant là-bas les canonniers,  
Et chargeant une armée, pendant  
Que le monde regardait, étonné.  
Plongés dans la fumée des tirs,  
Ils ont piqué droit à travers les lignes ;  
Et Cosaques et Russes  
Ont chancelé sous les coups de sabre,  
Se sont brisés et ont reculé.  
Alors ils ont fait demi-tour, mais pas tous,  
Non, pas les six cents.

### V

Des canons à leur droite,  
Des canons à leur gauche,  
Des canons derrière eux  
Mitraillant et grondant ;  
Et assaillis de boulets, d'obus,  
Pendant que chevaux et héros tombaient...  
Ceux qui se sont si bien battus  
Sont passés à travers les griffes de la Mort,  
Sont de retour des portes de l'Enfer,  
Mais il en est revenu si peu,  
Si peu parmi les six cents.

### VI

Leur gloire pourra-t-elle donc pâlir ?  
Oh la charge sauvage qu'ils ont menée !  
Le monde en est émerveillé.  
Honnez donc leur folle charge !  
Honneur à la Brigade Légère,  
[Honneur] aux nobles six cents !



# Déclaration du ministère des Relations extérieures de Cuba, 16 avril 2020 (extrait)

[...] [La pandémie] survient dans un monde où les modes de production et de consommation sont reconnus comme non durables et incompatibles avec l'état d'épuisement des ressources naturelles dont dépend la vie sur la planète, en particulier dans les pays les plus industrialisés et parmi les élites des pays en développement.

Avant que le premier malade ne soit identifié, on dénombrait 820 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde, 2,2 milliards privées des services d'eau potable, 4,2 milliards sans services d'assainissement gérés de manière sûre, et 3 milliards sans installations de base pour le lavage des mains.

Ce scénario est d'autant plus inacceptable que l'on sait qu'à l'échelle mondiale, environ 618,7 milliards de dollars sont destinés chaque année à la seule publicité, ainsi que 1,8 billion de dollars aux dépenses militaires et en armements, des dépenses qui sont totalement inutiles pour combattre la menace de la COVID-19, qui a déjà fait des dizaines de milliers de morts.

Le virus ne fait pas de distinction entre les uns et les autres. Il ne fait pas de distinction entre riches et pauvres, mais ses effets dévastateurs se multiplient là où se trouvent les plus vulnérables, ceux qui perçoivent le moins de revenus, dans le monde pauvre et sous-développé, dans les poches de pauvreté des grandes villes industrialisées. Il se fait sentir avec une force particulière là où les politiques néolibérales et la réduction des dépenses sociales ont limité la capacité de l'État en matière de gestion publique.

Il fait le plus grand nombre de victimes là où les budgets gouvernementaux pour la santé publique ont été réduits. Il cause des dommages économiques plus importants là où l'État n'a pas ou très peu d'options pour venir au secours de ceux qui perdent leur emploi, ferment leur entreprise et souffrent de la réduction ou de la suppression dramatique de leurs sources de revenus personnelles et familiales. Dans les pays plus développés, il provoque plus de décès chez les pauvres, les immigrants et, plus particulièrement aux États-Unis, chez les Afro-américains et les Hispaniques.

Comme facteur aggravant, la communauté internationale est confrontée à cette menace mondiale à un moment où la plus grande puissance militaire, économique, technologique et de communication du monde mène une politique étrangère visant à fomenter et à promouvoir les conflits, les divisions, le chauvinisme et les positions suprémacistes et racistes.

À l'heure où la lutte contre la pandémie à l'échelle mondiale exige de favoriser la coopération et de stimuler le rôle important des organisations internationales, en particulier les Nations unies (ONU) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'actuelle administration des États-Unis s'attaque au multilatéralisme et cherche à discréditer le leadership reconnu de l'OMS. Elle persiste, en outre, dans son intention mesquine de profiter du moment pour imposer sa domination et attaquer les pays avec lesquels elle a des divergences. [...]

Pour le texte complet de la déclaration cliquer [ici](#).